

**FONDATION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE
« INSTITUT HOSPITALO- UNIVERSITAIRE
DE CHIRURGIE MINI INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE »**

STATUTS

Article 1^{er} - Objet de la Fondation

L'Institut Hospitalo-Universitaire de Strasbourg, ci-après dénommé « l'Institut », est créé sous la forme d'une Fondation de coopération scientifique, ci-après dénommée la « Fondation », régie par les présents statuts.

Il a pour objet de conduire un projet d'excellence médicale et scientifique en organisant, structurant et développant, dans le domaine de la chirurgie mini-invasive guidée par l'image et sur le site des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, le fonctionnement d'infrastructures de recherche clinique et de recherche translationnelle de niveau mondial ouverts aux projets émanant de partenaires publics ou privés, d'origine nationale ou internationale, regroupant l'éventail des compétences nécessaires à la valorisation des découvertes émanant du secteur public, ainsi qu'aux programmes de recherche partenariale. Il assure notamment un transfert de technologie entre partenaires publics et/ou privés et favorise la mise en place de partenariats industriels.

A cet effet, l'Institut associe des unités de recherche et des services hospitaliers reconnus au niveau international relevant soit de ses fondateurs soit des partenaires associés, autour d'une politique commune de recherche et de soins. La liste des unités et des services qui sont impliqués dans la fondation à la date de sa création figure en annexe 1 aux présents statuts.

La Fondation entend apporter à ces unités et services des moyens complémentaires dans le cadre d'une stratégie commune pour renforcer leur interactivité scientifique et leur rayonnement international, leur permettant d'attirer des scientifiques de haut niveau et d'accueillir de jeunes talents au bénéfice de la santé et du progrès médical.

Article 2 – Membres de la Fondation

Tout établissement, organisme de recherche ou d'enseignement supérieur et de recherche, public ou privé, français ou étranger, groupement de coopération sanitaire, centre hospitalier et universitaire, centre de lutte contre le cancer, ainsi que toute autre personne morale de droit privé telle qu'une entreprise, une fondation ou une association, peuvent participer à cette Fondation, comme fondateur ou comme membre partenaire.

Article 3 – Siège

Le siège de la Fondation est établi dans l'Académie de Strasbourg au sein des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg.

JR P6 NC
D M 1 R h

Article 4 - Moyens

Pour l'accomplissement de son objet, la Fondation :

- met en place tous moyens pour élaborer une stratégie commune à l'Institut ;
- conclut avec l'Etat une convention précisant les objectifs en terme d'ouverture internationale et de mise en oeuvre d'une stratégie scientifique commune permettant des répercussions économiques pour la Région et le pays, ainsi que les indicateurs scientifiques et financiers permettant d'en suivre la réalisation ;
- conclut avec les fondateurs des conventions pluriannuelles précisant les conditions de leur collaboration avec la Fondation.

La Fondation peut par ailleurs :

- associer à l'Institut par convention, des partenaires non fondateurs tels que les collectivités territoriales, les entreprises, les associations, les établissements ou organismes de recherche ou d'enseignement supérieur et de recherche, les groupements de coopération sanitaires, les centres hospitaliers et universitaires ainsi que les centres de lutte contre le cancer ;
- associer à l'Institut, par convention conclue avec les établissements dont elles relèvent, les écoles doctorales auxquelles participent certaines des unités de recherche ou des services cliniques impliqués dans l'Institut ;
- recruter et gérer des personnels, en particulier des personnels qui seront accueillis dans les unités de recherche ou services impliqués dans l'Institut, notamment des chercheurs associés étrangers ;
- financer des programmes de recherche exécutés par les unités ou services impliqués dans l'Institut ;
- développer toutes coopérations, notamment européennes et internationales ;
- créer, gérer et subventionner des services communs à l'Institut, plates-formes technologiques, espaces d'accueil et d'hébergement ;
- mettre à disposition des locaux, les gérer et les entretenir ;
- mener toute autre action nécessaire à la poursuite de son objet tel que défini à l'article 1.

Article 5 – Le conseil d'administration

5.1 Composition du conseil d'administration

La Fondation est administrée par un conseil d'administration composé de 14 à 18 membres au maximum à sa création, dont :

- Sept membres au titre des fondateurs initiaux dont la liste figure en annexe 2 ;
- Deux membres représentants des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs ;
- De cinq à neuf personnalités qualifiées ou représentatives du monde économique, choisies par les fondateurs à la création et dont la liste figure en annexe 2.

Le conseil d'administration, statuant à la majorité des trois quarts de ses membres en exercice peut accepter, sur proposition d'un fondateur, de nouveaux membres fondateurs.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including "JR", "AC", "PG", and a large stylized signature.

Chaque nouveau membre fondateur dispose d'un représentant au moins au sein du conseil d'administration, le nombre des membres au titre des fondateurs et celui des membres du conseil d'administration étant augmentés d'autant.

Les représentants des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs sont élus selon les modalités prévues par le règlement intérieur. Dans l'attente de l'adoption du règlement intérieur et de l'élection des représentants des enseignants chercheurs, des enseignants et des chercheurs et pendant une durée qui ne peut être supérieure à un an, le conseil d'administration peut valablement siéger sans la présence de ces représentants.

Néanmoins, dans l'attente de l'adoption du règlement intérieur, le conseil d'administration ne peut valablement siéger que si les personnalités qualifiées ou représentatives du monde économique ont été désignées. Les personnalités qualifiées ou représentatives du monde économique sont choisies par les fondateurs, en raison de leur compétence.

Le recteur de l'académie de Strasbourg, chancelier des universités, est commissaire du Gouvernement ; il assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. Il peut être représenté par un fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.

5.2 Durée des fonctions des membres du conseil d'administration

A l'exception des membres au titre des fondateurs, les membres du conseil d'administration sont élus pour une durée de cinq ans.

Le règlement intérieur précise les conditions dans lesquelles il est procédé à leur renouvellement.

A l'exception des membres au titre des fondateurs, les membres du conseil d'administration peuvent être déclarés démissionnaires d'office ou révoqués pour juste motifs par le conseil d'administration dans les conditions définies par le règlement intérieur dans le respect des droits de la défense. Les membres du conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances du conseil.

En cas d'empêchement, un membre peut donner son pouvoir dans les conditions définies par le règlement intérieur. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de révocation d'un membre du conseil d'administration, il sera pourvu à son remplacement dans les deux mois. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

5.3 Fonctionnement du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, un secrétaire général et un trésorier. Le Président est nécessairement un membre du conseil d'administration relevant des personnalités qualifiées ou représentatives du monde économique.

Il se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la Fondation l'exige et au moins deux fois par an, ou à la demande d'un quart au moins de ses membres ou du commissaire du gouvernement.

Le conseil d'administration délibère valablement si la majorité de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation dans les conditions qui sont précisées par le règlement intérieur. Le conseil peut alors valablement délibérer si le tiers au moins des membres en exercice sont présents ou représentés.

Sous réserve des stipulations des articles 5.1, 5.4, 12 et 13 les délibérations du conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu un procès-verbal des séances, qui est signé par le président.

PG
JR MC
07 3
B

Lorsqu'une délibération lui paraît contraire aux statuts, au règlement intérieur ou aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le commissaire du gouvernement peut demander dans un délai de deux mois une nouvelle délibération à la majorité des trois quarts des membres en exercice.

Le Directeur Général ainsi que le président du conseil scientifique assistent également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

De manière générale, toute personne dont l'avis est utile, peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du conseil.

Les fonctions de membre du conseil d'administration peuvent être rémunérées, dans la limite des dispositions légales et réglementaires applicables aux organismes à but non lucratif, par décision des fondateurs prises à la majorité. Des remboursements de frais sont possibles sur justificatifs, dans les conditions fixées par les fondateurs et selon les modalités définies par le règlement intérieur.

5.4 Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires de la Fondation.

Notamment :

1. Il approuve la stratégie de développement de la fondation et veille à son exécution ;
2. Il se prononce sur les conventions pluriannuelles avec les fondateurs mentionnées au quatrième alinéa de l'article 4. Ces décisions sont prises à la majorité des trois quarts de ses membres en exercice, l'établissement intéressé ne prenant pas part à la délibération ;
3. Il se prononce sur les conventions de partenariat mentionnées au sixième alinéa de l'article 4 conclues avec les collectivités territoriales, entreprises, associations ou établissements ou organismes de recherche ou d'enseignement supérieur et de recherche, groupements de coopération sanitaire, centres hospitaliers et universitaires et centres de lutte contre le cancer, non fondateurs, qui confèrent à ces derniers la qualité de partenaire de la fondation ;
4. Il se prononce sur les conventions d'association des écoles doctorales mentionnées au septième alinéa de l'article 4 ;
5. Il arrête les orientations générales pluriannuelles et le programme d'action annuel de la Fondation ;
6. Il vote le budget et ses modifications qui comprennent en annexe un état prévisionnel des effectifs de personnel ;
7. Il adopte le rapport d'activité sur la situation scientifique, morale et financière de la fondation ;
8. Il reçoit, discute et approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés ;
9. Il adopte le règlement intérieur ;
10. Il accepte les dons et les legs et autorise, en dehors de la gestion courante, les acquisitions et cessions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les baux et les contrats de location, la constitution d'hypothèques et les emprunts ainsi que les cautions et garanties accordées au nom de la fondation ;
11. Il désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce ;
12. Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération des personnels ;

86
JR ac
17 4 17

13. Il délibère sur les conventions entrant dans le champ de l'article L. 612-5 du code de commerce ; dans ce cas, il se prononce hors la présence de la personne intéressée ;

14. Après avoir préalablement recueilli l'avis du président de la Fondation et du conseil scientifique international, il nomme le directeur général de la Fondation. Il met fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs comité(s) chargé(s) de l'assister ou d'assister le directeur général dans toutes les actions menées par la Fondation. Leurs attributions, leur organisation et leurs règles de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

En deçà d'un montant qu'il détermine, le conseil d'administration peut accorder au directeur général une délégation permanente pour les cessions et acquisitions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les contrats de locations, les actions en justice, les transactions ainsi que pour l'acceptation des donations et des legs, à charge pour eux de lui en rendre compte à chaque réunion du conseil.

A l'exception des opérations de gestion courante des fonds composant la dotation, les délibérations du conseil d'administration relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers composant la dotation sont exécutoires trois mois après la tenue du conseil sauf opposition du commissaire du gouvernement. Il en va de même pour les délibérations de ce conseil portant sur la constitution d'hypothèques ou sur les emprunts.

Article 6 – Conseil scientifique

Un conseil scientifique composé de douze personnalités scientifiques françaises ou étrangères au maximum, extérieures à la Fondation, est désigné par le conseil d'administration pour une durée de quatre ans, renouvelable par moitié dans des conditions précisées par le règlement intérieur. Le conseil scientifique se réunit au moins une fois par an.

Il est notamment consulté sur les grandes orientations scientifiques et le programme d'action annuel de l'Institut avant leur approbation par le conseil d'administration.

Il se prononce sur le programme scientifique proposé au conseil d'administration.

Sur demande du conseil d'administration, il procède à :

- l'évaluation indépendante des projets de recherche proposés à la Fondation ;
- l'évaluation des résultats scientifiques des recherches financées par la Fondation ;
- des audits sur des thèmes relevant du domaine d'activité de la Fondation.

Il élit un président en son sein. Le président du conseil scientifique assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Le directeur général ainsi que le directeur du conseil scientifique, dont les modalités de désignation sont fixées dans le règlement intérieur, assistent avec voix consultative aux réunions du conseil scientifique.

Article 7 – Pouvoirs du Président

Le président représente le Conseil d'administration.

Il organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte aux membres de la Fondation.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Fondation et s'assure, en particulier, de la mise en œuvre par le directeur général et le comité de direction des délibérations du conseil d'administration.

JR PG
AC
Ag 5
17

Le président est assisté dans ses fonctions par :

- le secrétaire général, qui veille notamment au respect de la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration ;
- le trésorier qui encaisse les recettes et acquitte les dépenses.

Article 8 – Pouvoirs du Directeur général

Le directeur général représente la Fondation dans tous les actes de la vie civile et la représente en justice.

Le directeur général dirige l'activité courante de la Fondation, en particulier la préparation et l'exécution de ses programmes, et en assure le fonctionnement. Il dispose y compris à l'égard des tiers, des plus larges pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration, en vue de la réalisation de l'objet de la Fondation. Sous le contrôle du président, il instruit toutes les affaires soumises au conseil d'administration et pourvoit à l'exécution de ses délibérations.

Le directeur général est assisté d'un comité de direction qu'il préside et dont la composition et les attributions sont précisées dans le règlement intérieur.

Article 9 – Dotation de la Fondation

La dotation initiale comprend un million quatre cent mille euros, dont une partie non consommable qui représente 1 million d'euros

La dotation initiale fait l'objet des apports suivants :

- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par l'Association pour la Recherche ~~contre~~ ^{sur} le Cancer (ARC) SR
- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe (FCMCEE)
- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS)
- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par l'INRIA
- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par l'IRCAD
- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par la société Karl STORZ
- Deux cent mille euros (200 000 €) affectés par l'Université de Strasbourg (Unistra)

Ces dotations seront versées dans les deux mois suivant la publication du décret approuvant les statuts de la Fondation.

Les versements des fondateurs, personnes de droit privé font l'objet d'actes de donation notariés en l'étude de Maître Stéphane FAGOT, Notaire à STRASBOURG.

La dotation est accrue du produit des libéralités acceptées sans affectation spéciale. La dotation initiale peut être accrue en valeur absolue par décision du conseil d'administration.

La Fondation dispose des biens constituant la dotation pour l'accomplissement de son objet. Elle peut procéder à leur aliénation dans les conditions prévues à l'article 5 des présents statuts. En cas de non-respect par un fondateur du calendrier des versements composant la dotation initiale, prévu au deuxième alinéa du présent article, ce dernier est invité par le président du conseil d'administration à présenter ses observations par écrit.

SR PG
NC
6
h

Article 10 – Affectation du fonds de dotation

Le fonds de dotation est placé en valeurs mobilières, cotées ou non cotées à une bourse officielle française ou étrangère, en titres de créances négociables, en obligations assimilables du trésor, en immeubles nécessaires au but poursuivi ou en immeubles de rapport.

Article 11 – Ressources de la Fondation

Les ressources annuelles de la Fondation se composent :

1. du revenu de la dotation et de la partie de cette dernière consacrée au financement des actions de la Fondation, étant précisé que la fraction de la dotation susceptible d'être consommée annuellement ne peut excéder 20% du montant initial de la dotation ;
2. des subventions, dons et legs qui peuvent lui être accordés ;
3. du produit des libéralités ;
4. de toutes autres ressources et notamment du produit des ventes et des rétributions perçues pour service rendu ;
5. des revenus de la valorisation des résultats des découvertes issues des recherches réalisées dans l'institut.

La Fondation établit dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice social des comptes annuels certifiés par un commissaire aux comptes, conformément au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par l'arrêté interministériel du 8 avril 1999.

Article 12- Modification des statuts

Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'après une délibération du conseil d'administration à la majorité des trois quarts des membres en exercice, présents ou représentés. La présence de la majorité des membres en exercice du conseil d'administration et d'un représentant au moins de chaque membre fondateur est requise.

En outre, l'unanimité des représentants des fondateurs est requise lorsque la modification porte sur la règle de majorité prévue au premier alinéa de l'article 13.

Les délibérations du conseil d'administration prises en application du présent article sont exécutoires deux mois après leur réception par le ministre chargé de la recherche, s'il n'y a pas fait opposition dans ce délai.

Article 13 - Dissolution

La Fondation est dissoute sur décision du conseil d'administration à la majorité des trois quarts des membres en exercice et à l'unanimité des membres représentant les fondateurs, présents ou représentés, ou en cas d'abrogation du décret approuvant ses statuts ou, au plus tard, à la date à laquelle la dotation définie à l'article 9 est réduite à 1 million.

Selon la même règle de majorité, le conseil d'administration désigne alors un ou plusieurs commissaires qu'il charge de procéder à la liquidation des biens de la Fondation et auxquels il confère tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette mission ; il attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements ayant une mission analogue, publics ou reconnus d'utilité publique ou à mission reconnue d'utilité publique ou poursuivant un but non lucratif et d'intérêt général.

JR PG
NC
h
7
P

Ces délibérations sont adressées sans délai au ministre chargé de la recherche.

Dans le cas où le conseil d'administration n'aurait pas pris les mesures indiquées, un décret interviendrait pour y pourvoir. Les détenteurs de fonds, titres et archives appartenant à la Fondation s'en dessaisiront valablement entre les mains du commissaire désigné par ledit décret.

Les délibérations du conseil d'administration prises en application du présent article sont exécutoires deux mois après leur réception par le ministre chargé de la recherche, s'il n'y a pas fait opposition dans ce délai.

Article 14 - Contrôle

Le budget et ses modifications ainsi que ses annexes, le rapport, les comptes annuels et une liste actualisée des unités et services cliniques participant au projet sont adressés chaque année au ministre chargé de la recherche et au ministre chargé du budget.

Le ministre chargé de la recherche aura le droit de faire visiter par ses délégués les divers services dépendant de la Fondation et de se faire rendre compte de leur fonctionnement. Il pourra notamment désigner à cet effet le commissaire du gouvernement.

Article 15 - Règlement intérieur

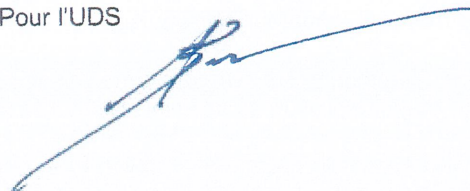
Un règlement intérieur, qui précise les modalités d'application des présents statuts, est élaboré conformément à l'article 5.4. Il entre en vigueur après approbation du commissaire du gouvernement ou deux mois après la tenue du conseil d'administration s'il n'y est pas fait opposition par le commissaire du gouvernement dans ce délai. Il est modifié dans les mêmes conditions.

Fait à Strasbourg
Le 24 Octobre 2011

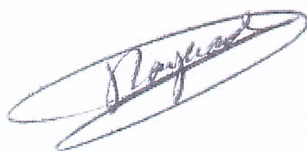
Pour l'IRCAD



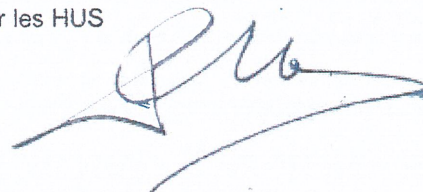
Pour l'UDS



Pour l'ARC



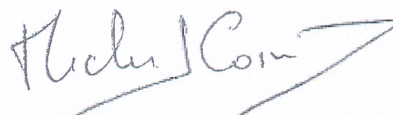
Pour les HUS



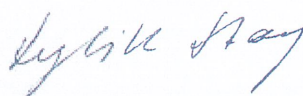
Pour la FCMCEE



Pour l'INRIA



Pour la Société Karl STORZ



Certifié conforme à l'original le 22/08/2018

IHU Strasbourg

1, place de l'Hôpital

67091 STRASBOURG Cedex

Tél. : +33 3 90 41 36 00 – Fax : +33 3 90 41 36 99

E-mail : info@ihu-strasbourg.eu

SIRET : 538 405 952 00010 - NAF : 7211Z